

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/USAID-en-Bolivie-continue-de-conspirer>

USAID en Bolivie, continue de conspirer

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : mercredi 8 février 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le remarquable entretien avec le vice-président de la Bolivie, Alvaro Garcia Linera (« [Le peuple bolivien vit la plus grande révolution sociale](#) » de Luis Hernández Navarro, La Jornada, 7/2/12), a secoué la terne scène politique en jachère du Mexique et a rempli d'enseignement les consciences du pays qui reconnaissent son identité nationale dans l'unique Amérique possible : le triethnique, l'insurgée.

Dans la même édition, Luis a publié un hommage senti à celui qui a été l'aiguillon de ce Mexique vile et vendu aux étrangers, et boussole du digne et du combatif : l'incorruptible Luis Javier Garrido.

Garcia Linera a parlé au nom du président Evo Morales, grand [tlatoani](#) qui a eu le courage d'expulser l'ambassadeur de Washington Philip Goldberg, le bureau antidrogue de ce pays (DEA) pour conspiration et trafic de stupéfiants, et à l'Agence des États-Unis pour le Développement (USAID pour détournement des fonds multimillionnaires vers les groupes séparatistes qui cherchent la déstabilisation du pays andino-amazonien.

Pour le vice-président de la Bolivie, l'USAID est un organisme « raciste, de droite et impérialiste » (19/6/10), et pour le président une « agence de pénétration idéologico-politique des organisations sociales qui cherchent à consolider des intérêts spécifiques de l'impérialisme sur un territoire national » (23/6/10).

Malgré cela, aucune de ces forces du néo-colonialisme impérial n'a arrêté d'opérer. Selon les maires du département amazonien de Pando, « *l'USAID et ses agents violent les lois financières et sont impliqués dans le blanchiment d'argent* ».

Ils ajoutent : « Des dizaines d'organismes non gouvernementaux, colonisées et colonisatrices, opèrent dans nos territoires et plusieurs millions de dollars circulent clandestinement dans les communautés ».

Est-ce « *très probable* » (comme un chaman des mouvements sociaux l'a relativisé), que l'USAID clairement encourage par la gauche certains mouvements qui s'opposent à des projets du gouvernement bolivien ?

Juan Ramon Quintana, ex-ministre d'Evo, a assuré que la marche d'un millier d'indigènes amazoniens qui en 2011 a parcouru 600 kilomètres vers La Paz, pour protester contre le tracé d'une route qui divise en deux une réserve écologique, a été financé par l'USAID.

William Mozdierz, le chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis, a nié l'accusation, et en même temps en reconnaissant que ses fonctionnaires obtenaient de l'information directe sur les mouvements sociaux (Afp et Dpa, 25/8/11).

Des documents déclassés du gouvernement yankee prouvent que l'USAID encourage des conflits entre des partisans du développement (extractivistes ?) et les défenseurs de l'environnement (« *l'impérialisme vert* »).

Légitimes (ou non), les demandes des deux groupes se concentrent dans des territoires riches en pétrole comme ceux du Parc national Aguara Güe, où les *Pétroleos de Venezuela* (PDVSA, associé au Petroandina bolivien) a investi 115 millions de dollars sur un total 888 millions dans la recherche de nouveaux champs de gaz et de pétrole.

Les richesses d'Aguaragüe représentent, comme par hasard, 90 % des exportations de gaz et constituent une source vitale de fonds que le gouvernement utilise pour faire face à la pauvreté et pour développer l'économie du pays (Federico Fuentes, *Bolivia Rising*, septembre 2011).

D'un autre côté, aucun bolivien n'ignore que Mark Feierstein, le directeur d'USAID pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, a été l'un des conseillers électoraux de l'ex-président Gonzalo Sánchez de Lozada, fugitif de la justice pour un massacre de paysans.

Des entreprises soustraitantes d'USAID en Bolivie, comme *Casals et Associates Inc* (associée au dit « *le Bureau pour les Initiatives vers une Transition* » (¿ ?, OTI),disposent de clients comme *Radio Martí*, *Voz de las Américas* et de *Worldnet Televisión* (Télévision Martí).

Empresas contratistas de USAID en Bolivia, como *Casals & Associates Inc* (asociada a la llamada « *Oficina para las Iniciativas hacia una Transición* » (¿ ?, OTI), cuentan con clientes como *Radio Martí*, *Voz de las Américas* y *Worldnet Televisión* (Televisión Martí).

Pendant trois ans (2004-07), Casals a distribué 18.8 millions de dollars à plus de 450 organisations boliviennes qui ont travaillé dans les initiatives de l'*Assemblée Constituante*, c'est-à-dire, la promotion du séparatisme de Santa Cruz et Cochabamba, et quelques communautés indigènes qui, par x raisons, conservent des différends avec le gouvernement.

Dans un article de la revue cubaine *Entorno* (juillet 2007), Néstor García Iturbe a prédit que la stratégie de Washington en Bolivie se s'orientait à diviser les forces révolutionnaires, en appliquant la politique de « régression » qui a eu du succès aux temps de Ronald Reagan : mettre en évidence la « non contrôlabilité » du pays, pour déclencher une « *intervention humanitaire* » des forces armées des États-Unis.

L'objectif principal de ce plan ciblerait « l'élimination de la coalition de l'Alliance Bolivarienne des Amériques (ALBA) ». Garcia Iturbe a précisé : « *Chaque gouvernement qui tombe sera un coup contre Cuba, ses relations internationales, ses possibilités de développement économique et le bien-être de son peuple* ».

En janvier dernier, le sénateur Isaac Ávalos a fait savoir se sentir gêné parce que l'USAID continue à conspirer en Bolivie. Ávalos a dénoncé la formation d'un groupe parlementaire de six députés indigènes dirigé Pedro Nuni et deux parlementaires de l'opposition qui se démarquèrent du MAS, la coalition des partis et des mouvements qui appuient Evo Morales.

[La Jornada](#). Mexique, le 8 février 2012.

- Aussi lire : [Le gaspillage d'USAID en Venezuela](#)

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, le 9 février 2012.